

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2178

Edition du
25 septembre 2017

DANS CE NUMÉRO

Prévoyance vieillesse 2020: l'occasion manquée (Jean-Daniel Delley)

Après le scrutin du 24 septembre

Coup de projecteur sur les élites suisses (Yvette Jaggi)

Les élites peuplent toujours les Chambres fédérales, mais ce ne sont plus les mêmes

«Dieselgate»: la dérobade fédérale (Jean-Daniel Delley)

En Europe, le scandale des tests d'émission truqués joue les prolongations

La liberté économique contre les droits humains (Charlotte Robert)

Reportage sur une mine de Glencore, entreprise zougnoise, en Colombie

Patients complexes et approche globale (Marc-André Raetzo)

Prise en charge des patients souffrant de plusieurs maladies chroniques: on peut faire mieux et à moindre coût

Prévoyance vieillesse 2020: l'occasion manquée

Après le scrutin du 24 septembre

Jean-Daniel Delley - 24 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32151>

Non pas une occasion, mais l'occasion manquée. Car il est douteux qu'une telle possibilité d'assurer pour une bonne décennie le financement de la prévoyance vieillesse se représente de sitôt.

Le projet Prévoyance vieillesse 2020 rejeté ce dimanche présentait toutes les caractéristiques d'un bon compromis. Concessions réciproques et recherche d'un équilibre entre sacrifices et avantages auraient dû convaincre une solide majorité parlementaire et une majorité populaire. Car jusqu'à présent toutes les tentatives de modifier isolément l'un ou l'autre des paramètres ont échoué.

L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes devait s'accompagner pour ces dernières, notamment pour les bas revenus, d'une réelle amélioration des rentes. L'abaissement du taux de conversion dans le deuxième pilier allait atténuer si ce n'est supprimer la ponction des avoirs des cotisants pour financer les rentiers actuels. Lequel abaissement était compensé par une augmentation de la rente AVS des futurs rentiers. Le tout pour une modeste augmentation de la TVA et des cotisations.

Et pourtant, c'est l'échec. Pour

convaincre des avantages d'une telle réforme, il aurait fallu l'engagement déterminé des principales forces politiques et sociales. D'entrée de cause, la droite idéologique - UDC, PLR et organisations patronales - a refusé de participer à l'élaboration et à la défense de ce compromis, de sorte que le projet n'a été adopté que de justesse, front contre front, au Parlement. Car, pour cette droite, la prévoyance vieillesse ne représente qu'une charge, des coûts qu'il convient de minimiser et non un droit des retraités à vivre dignement.

L'AVS permet une large redistribution des ressources. C'est là son défaut aux yeux de la droite et c'est pourquoi cette dernière cherche à tout prix à la maintenir à son plus bas niveau. Elle privilégie la prévoyance professionnelle qui constitue un formidable marché pour les banques, les assurances et les intermédiaires financiers. Face à cette opposition, les associations patronales romandes et quelques dissidents en Suisse alémanique, davantage soucieux de trouver une solution pragmatique, n'ont pas fait le poids.

Dans cette campagne, l'extrême gauche a tenu le rôle de l'idiot utile, alliée objective de ceux qui jouent la montre,

attendant que le financement de la prévoyance vieillesse se dégrade encore pour imposer de guerre lasse leur solution, à savoir le gel des rentes AVS et le passage à 67 ans de l'âge de la retraite.

Indifférente à l'enjeu, l'extrême-gauche mise sur un *statu quo* qu'elle juge préférable à Prévoyance vieillesse 2020. Or son slogan de campagne «*Touche pas à ma retraite - Non à la baisse des rentes!*» risque fort d'être rapidement démenti, car pour elle cette victoire s'apparente à celle de Pyrrhus. En effet, si la droite a su habilement jouer la partition sociale - jeunes sacrifiés, retraités actuels oubliés, AVS améliorée sur le dos des femmes -, on peine à croire qu'elle persiste dans cette voie lors d'une prochaine réforme.

Pourquoi un tel désintérêt pour un projet certes imparfait, mais dont le rejet ne peut qu'engendrer tout ce contre quoi elle se bat? L'agenda suivi par l'extrême gauche nous donne une indication. Elle a annoncé le lancement du référendum avant même l'adoption du projet par le Parlement et notamment la décision d'augmenter la rente AVS. Elle entend maintenant déposer une initiative pour une retraite unique en virant à l'AVS les avoirs du deuxième pilier. Prévoyance

vieillesse 2020 sacrifiée sur l'autel de lendemains qui chantent... faux.

Pour des groupuscules inexistants au plan fédéral, l'occasion était bonne de se profiler en utilisant leur présence active dans les syndicats genevois et vaudois.

Avec l'appui aveugle du parti socialiste du bout du lac, toujours soucieux de se positionner très à gauche, quitte à ignorer la volonté de sa base qui s'était pourtant clairement prononcée en faveur de Prévoyance vieillesse 2020 à l'occasion du référendum interne du PSS.

Au-delà du projet Prévoyance vieillesse 2020, c'est la capacité du système politique suisse de produire des réformes consensuelles que met en cause l'action conjointe des extrémistes de tous bords. Avis de tempête sur la démocratie directe?

Coup de projecteur sur les élites suisses

Les élites peuplent toujours les Chambres fédérales, mais ce ne sont plus les mêmes

Yvette Jaggi - 21 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32145>

Les élites n'ont pas la cote, sauf peut-être dans le monde du sport. En politique en particulier, le qualificatif d'élitaire prend une tonalité carrément injurieuse. Il s'oppose à ce qui serait proche du peuple, des simples citoyens, des électeurs.

Et pourtant, patiemment, les chercheurs s'intéressent à ces élites tant décriées. L'Université de Lausanne abrite même un [Observatoire des élites](#) (Obelis) que dirige le professeur [André Mach](#). Il dispose d'un gigantesque fichier de 20'000 noms, ceux des personnalités ayant occupé des postes à responsabilité au cours de l'une au moins des sept années de référence choisies : 1910, 1937, 1957, 1980, 2000, 2010 et 2015. Le tableau comprend les élites regroupées en quatre catégories: politiques (élus aux Chambres fédérales et au Conseil fédéral ainsi que dans

les exécutifs cantonaux ou principaux dirigeants des partis suisses dits gouvernementaux), économiques (administrateurs et directeurs des 110 plus importantes entreprises du moment ainsi que dirigeants des sept organisations faitières de l'économie), administratives (cadres supérieurs de la Chancellerie fédérale et des sept départements, membres du directoire de la BNS et du Tribunal fédéral) et académiques (professeurs ordinaires et extraordinaires des différentes hautes écoles de Suisse).

Bien entendu, nombre de personnalités figurent dans plus d'une catégorie. Les croisements sont particulièrement fréquents et significatifs entre les mondes de la politique et de l'économie. Historiquement, certaines grandes entreprises déléguaient l'un ou l'autre de leurs hauts responsables dans

la Berne fédérale. Ciba-Geigy, Coop, Migros, telle ou telle société industrielle ou compagnie d'assurance disposait d'au moins un député au Conseil national, pour ne rien dire des régies CFF et PTT ou de Swissair. L'un d'entre eux au moins est devenu conseiller fédéral, en la personne d'Otto Stich, chef du personnel du groupe Coop depuis 1971 jusqu'au jour de son élection surprise le 7 décembre 1983, à la place de la candidate officielle du PS, Lilian Uchtenhagen, elle-même présidente de l'importante Société coopérative de consommation de Zurich.

Les grandes entreprises ont mieux à faire

A l'heure actuelle, la représentation directe des grandes entreprises se fait rare, pour trois raisons que détaille une [enquête attentive](#)

récemment présentée dans la NZZ. Tout d'abord et simplement, le temps manque aux administrateurs et plus encore aux directeurs des grandes sociétés pour faire partie du Parlement. Selon une étude de l'Université de Genève sur le revenu et les [charges des parlementaires](#) fédéraux, ces derniers travaillent en moyenne à 71% (Conseil des Etats), voire à 87% (Conseil national) pour remplir leur mandat électif.

Par ailleurs, la proportion des dirigeants étrangers ou doubles nationaux occupés dans les grandes entreprises suisses s'élève régulièrement depuis 1980, année où elle plafonnait à 4%, pour atteindre 23% en 2000 et environ 33% en 2015. Enfin et surtout, le *lobbying* direct auprès des membres des commissions parlementaires tout comme la possibilité de conseiller personnellement les élus s'avèrent plus efficaces que la présence à nombre de séances et de réunions.

A cet égard, l'obligation de déclarer ses relations privilégiées introduit une transparence inachevée ([DP 2154](#)). Tant les [registres des intérêts](#) que ceux des [accrédités](#), scrupuleusement mis à jour chaque mois pour chacun des 246 élus aux Chambres, fournissent certes

des informations importantes. Mais ils ne peuvent évidemment pas rendre compte de toutes les connivences et autres prises d'influence, pas forcément rémunérées sous une forme ou une autre, qui font partie du jeu des relations personnelles.

L'agriculture toujours bien représentée

Quoi qu'il en soit des entreprises, certaines branches économiques et professions demeurent envers et contre tout bien représentées. C'est le cas de l'agriculture. La diminution du nombre de paysans et d'exploitations ne fait que souligner par contraste la force persistante de leur présence au Conseil national. Du coup, ils pèsent sur les continuels débats qui servent à densifier encore la réglementation des travaux, des surfaces et des filières agricoles ainsi que des conditions de normalisation, de transformation et de commercialisation des produits de la terre - le tout consolidé par divers mécanismes de financement, de compensation et de subventionnement. Depuis l'an 2000, l'Union suisse des paysans (USP) a vu certes sa représentation diminuer de huit à trois élus et se faire dépasser pour la

première fois de l'histoire par l'Union syndicale suisse avec ses quatre élus. Mais l'USP peut compter sur la présence de nombre d'agriculteurs de terrain, travaillant sur des exploitations modernes et sans doute bien organisées pour passer à l'[agriculture 4.0](#).

L'UDC, principal groupe de l'Assemblée fédérale, pratique traditionnellement la dénonciation des élites en tous genres. Sauf que dans ses rangs les ingénieurs agronomes de l'EPFZ ne prédominent plus; ses élus appartiennent de plus en plus souvent à la catégorie des diplômés universitaires, des facultés de droit et d'économie notamment.

La querelle sur les élites et la question de leur contribution aux travaux de la politique suisse se poursuit. D'importantes publications, déjà parues ou annoncées, devraient contrer les présomptions populistes. Mais il est d'ores et déjà clair que la composition et le mode de fonctionnement des fameuses élites ont profondément changé au cours des vingt dernières années, aux Chambres fédérales tout au moins. Une évolution à lire en parallèle avec la professionnalisation de fait d'un Parlement qui se prétend encore de milice.

«Dieselgate»: la dérobade fédérale

En Europe, le scandale des tests d'émission truqués joue les prolongations

Jean-Daniel Delley - 13 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32124>

Les autorités des pays européens tout comme Bruxelles ne prennent guère au sérieux la gigantesque escroquerie à laquelle se sont livrés les constructeurs automobiles. Alors qu'aux Etats-Unis l'administration et la justice sont intervenues prestement et avec vigueur, l'Europe tergiverse et les consommateurs dupés attendent toujours réparation. La Suisse s'applique à suivre fidèlement cette attitude complaisante à l'égard de l'industrie automobile.

L'Association transports et environnement (ATE), les Médecins en faveur de l'environnement et la Fédération romande des consommateurs viennent de déposer une [pétition](#) à l'intention du Conseil fédéral. Ce dernier a mis en vigueur la nouvelle norme européenne applicable aux véhicules à moteur diesel. Mais elle ne concerne que les véhicules homologués à partir du 1er septembre 2017.

Tous les autres véhicules déjà homologués avant cette date pourront encore être vendus durant deux ans. En clair, 250'000 voitures seront mises sur le marché jusqu'à l'automne 2019, voitures dont les émissions d'oxyde d'azote (NO_x) sont en moyenne cinq fois supérieures et pour certaines d'entre elles jusqu'à

18 fois supérieures à la nouvelle norme.

C'est pourquoi la pétition exige l'abolition de ce délai transitoire de manière à ce que les nouvelles valeurs d'émission entrent en vigueur immédiatement pour tous les véhicules neufs. Cette demande a peu de chance d'être entendue. En effet, en réponse à une [motion](#) de la conseillère nationale Evi Allemann (PS/BE), le Conseil fédéral plaide pour ce délai transitoire de deux ans.

Après avoir rappelé les grands principes – il attache la plus grande importance à la protection de l'environnement et à la santé de la population – le gouvernement dévoile ses véritables priorités: les prescriptions techniques ne doivent pas entraver le commerce, dit-il; la branche automobile serait pénalisée si elle ne pouvait vendre les véhicules déjà homologués avant le 1er septembre. Par ailleurs, insiste-t-il, la Suisse est liée à l'Union européenne par un accord de reconnaissance de l'homologation effectuée dans les pays de l'UE. Ce qui signifie que la Suisse respecte les décisions d'autorités, notamment en Allemagne (où l'industrie automobile représente [13% du PIB](#)), qui ont admis des véhicules à la circulation sur la base de

données trafiquées.

Ce faisant, la Suisse s'aligne sur la politique pour le moins accommodante de l'Europe. Amag, le représentant exclusif du groupe Volkswagen pour notre pays, refuse tout dédommagement en faveur de ses clients dupés. Il n'offre qu'une mise à jour gratuite du logiciel trafiqué. Et comme la Suisse ne connaît pas la plainte collective, la Fédération romande des consommateurs organise une telle [procédure](#) devant la justice allemande.

Cette attitude timorée de l'Europe et de la Suisse tranche avec l'intervention rapide et ferme des autorités américaines. Dénoncée par une organisation non gouvernementale, [l'escroquerie à grande échelle](#) du groupe VW a mobilisé aussitôt l'Agence de l'environnement ainsi que la justice. D'ici juin 2019, 85% des 59'000 véhicules concernés doivent être mis aux normes ou retirés de la circulation. VW a l'obligation de racheter les véhicules dont les propriétaires ne veulent plus et d'indemniser les autres pour perte de valeur de leur voiture. Par ailleurs le constructeur a versé 2,7 milliards de dollars pour différents projets de réduction des émissions de NO_x, 2 milliards pour le développement d'infrastructures et la publicité en faveur de véhicules sans

émissions et payé une amende de 1,45 milliard. Au total, le groupe allemand a dû régler une facture de 14,7 milliards de dollars.

Désormais le scandale éclabousse [d'autres marques](#)

encore. Et il apparaît que le trucage des moteurs pour éluder les normes anti-pollution relevait non pas d'acteurs isolés, mais faisait partie intégrante du modèle d'affaires: comment optimiser

le profit et supplanter la concurrence en trompant le consommateur. Bref, tout le contraire des qualités inhérentes à un marché digne de ce nom, à savoir l'intégralité et la véracité des informations qui sous-tendent les échanges.

La liberté économique contre les droits humains

Reportage sur une mine de Glencore, entreprise zougoise, en Colombie

Charlotte Robert - 16 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32129>

Je reviens de Colombie où j'ai partagé mon temps entre le paradis qu'est Nuqui, un village du Choco au bord du Pacifique, et l'enfer qu'est une mine de charbon de Glencore sise dans le désert de la Guajira, tout au nord du pays.

[Glencore](#), une multinationale qui a son siège à Baar dans la banlieue industrielle de Zoug, est la deuxième plus grande société suisse d'extraction et de négoce de matières premières, après le [groupe Vitol](#), basé à Genève. Elle fait partie de l'héritage de [Marc Rich](#) et figure parmi les 50 entreprises du monde affichant le plus gros chiffre d'affaires. Active dans la production et le commerce de métaux, minerais, pétrole et de produits agricoles, elle détient les plus grosses parts de marché dans le zinc, le cuivre, le plomb et le charbon. Quand elle est entrée en bourse, en 2011, les six membres de sa direction se sont partagé [23 milliards](#) de dollars.

En 2008, elle a obtenu le [prix de Public Eye](#) pour «ses pratiques commerciales irresponsables et opaques en Colombie» et pour sa manière inacceptable de traiter les salariés de ses mines de charbon dans ce pays et de polluer les nappes phréatiques situées aux alentours.

En Colombie, Glencore exploite la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde, dans le département le plus pauvre du pays, la Guajira, occupé en grande partie par des Indiens Wayúu. Le site de Cerrejon atteint maintenant une surface de 69'000 hectares, soit environ 70 km de long sur 10 km de large. Imaginez le lac Léman asséché! En 2016, la production s'est élevée à 32 millions de tonnes de charbon, toutes exportées, principalement vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Ces activités représentent la moitié du produit régional brut de la Guajira, mais aucune valeur n'y

demeure acquise, sauf les salaires des ouvriers.

Dans le petit musée installé à l'entrée de la mine, on peut lire qu'en 2016 Glencore a sauvé 3 jaguars et 447 tortues marines et a réhabilité 114 hectares de terre, soit un total de 3'674 hectares rendus à l'agriculture. Et que deviennent les gens?

Aux abords de Cerrejon survivent des communautés wayúu, qui sont de fait plutôt en voie d'extinction. Glencore a peu à peu grignoté leur territoire. Dans une des familles que j'ai rencontrées, un petit garçon de trois ans, David, est atteint d'une déficience respiratoire grave. Les médecins ont d'abord dit qu'il s'agissait d'un virus dû au réchauffement climatique. Plus honnête, une pédiatre a confié à la mère que l'enfant devait être évacué au plus tôt et poursuivre sa vie à quelque 300 kilomètres de là; elle a en outre prescrit des médicaments très coûteux. Mais Cerrejon n'a rien

voulu payer pour les médicaments, arguant que l'état de santé de l'enfant échappait totalement à sa responsabilité. La docteure a été licenciée et le père, chauffeur de son métier, a dû vendre sa voiture pour payer le traitement.

A une centaine de mètres, c'est un petit garçon d'un an et demi qui a dû être amené d'urgence à l'hôpital la nuit précédant mon arrivée. Autre exemple d'une réalité contrastée bien connue: tandis que la Colombie a un taux de mortalité infantile de 6 pour 1000, cette proportion atteint 9,3 pour 1000 au sein de la communauté wayúu.

L'eau pour la mine, pas pour les habitants

Aux abords de la mine, il n'y a plus d'eau. La rivière principale côté sud-ouest a été déviée, soi-disant pour sauvegarder l'accès à l'eau. Mais Cerrejon a fait des forages près de tous les affluents. En conséquence, l'eau du Rio Rancheria est contaminée au mercure, ce qui la rend impropre à la consommation et à l'agriculture. Ces familles doivent donc acheter l'eau qu'elles vont boire; sauf en période de pluie, fort rare dans cette région désertique.

Le site minier de Cerrejon consomme 54 millions de litres d'eau par jour pour ses propres besoins: les forages, l'arrosage des routes pour éviter qu'il y ait trop de poussière, l'arrosage des wagons remplis de charbon pour diminuer la

pollution de l'air sur les 150 km du parcours à destination du port maritime de Puerto Bolivar.

D'où vient toute cette eau? Glencore a construit un barrage sur le Rio Rancheria en amont de la mine, une propriété privée à usage exclusif. Pour seulement voir le lac, les Wayúu ont dû demander la permission à la Présidence de la République. Plus choquant encore, l'hôtel 5 étoiles construit par Glencore près de l'entrée de la mine, dispose d'une piscine et offre un spa.

La communauté que j'ai visitée ne peut plus cultiver ses terres; les quelques fruits qui poussent dans la lande sont contaminés. L'artisanat procure un peu d'argent ou bien les pères de famille travaillent à la mine, acceptant ainsi de sacrifier leur santé pour pouvoir élever leurs enfants.

Le poison ou la mort

Les forages, encore une autre torture. Tous les jours, à la pause de midi pour ne pas mettre en danger les mineurs, la terre subit des tremblements tels que les maisons en briques proches de la mine, toutes fissurées, ont dû être abandonnées. Un expert a été appelé de Bogota; il a déclaré que ces maisons avaient été mal construites et que Cerrejon n'avait aucune responsabilité dans leur destruction. Les Indiens ont donc dû construire de nouvelles maisons, en adobe cette fois, c'est-à-dire en briques d'argile non cuite.

Glencore a déplacé plusieurs communautés indiennes dans des villages loin de la mine. Les alignements de petites maisons avec leur minuscule jardinet bouleversent complètement la manière de vivre et la culture des communautés. Le mot «*droit*» semble ici vidé de son sens.

C'est par ce harcèlement que Glencore use peu à peu la résistance des Indiens. C'est une course de vitesse pour la multinationale: extraire le maximum de charbon avant que la mine soit obligée de fermer. Parce que c'est la seule solution pour sauver de l'extinction toute la communauté wayúu.

Le gouvernement colombien a été condamné par la Cour interaméricaine des droits de l'homme en décembre 2015 pour abandon de ses responsabilités à l'égard des populations indiennes de la Guajira. Mais les fonctionnaires tremblent face à Glencore. S'ils ne se laissent pas acheter, ils sont menacés de mort, tout comme leur famille.

Glencore est une entreprise suisse et nous laissons faire. Les autorités helvétiques attendent-elles un scandale mondial semblable à celui qui a secoué les banques?

La Suisse a activement participé à l'élaboration des principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains adoptés en 2011, et aussi contribué financièrement à leur mise en œuvre. La Stratégie droits humains du département

fédéral des affaires étrangères reconnaît qu'«*en tant que siège de quelques-unes des entreprises multinationales ou fédérations sportives les plus importantes de la planète, la Suisse se doit de porter une attention particulière à l'égard du respect des droits de l'homme par le secteur privé*». Toutefois, le [Plan d'action national](#) publié en décembre 2016 ne prévoit rien de

contraignant et se base sur des mesures volontaires au nom de la sacro-sainte liberté économique.

L'initiative populaire [«Entreprises responsables»](#) pourrait enfin redonner aux êtres humains la priorité qui leur revient, avant le profit. Dans son tout récent [Message](#) adopté le 15 septembre de cette année, le Conseil fédéral

reconnait le [bien-fondé](#) de l'objectif poursuivi par les initiants, tout en recommandant le rejet de leur proposition.

Pauvre exercice d'équilibrisme gouvernemental entre principes fondamentaux et intérêts économiques, tout juste bon à donner bonne conscience à défaut de convaincre.

Patients complexes et approche globale

Prise en charge des patients souffrant de plusieurs maladies chroniques: on peut faire mieux et à moindre coût

Marc-André Raetzo - 19 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32140>

Nous savons que 20% des patients consomment 80% des ressources du système de santé (voir DP [2176](#) et [2177](#)). Ce sont pour la plupart des patients souffrant de maladies chroniques. Celles-ci représentent donc clairement le [défi principal](#) auquel doivent faire face les acteurs de notre système de santé en vue des années à venir.

Les cantons et les assurances ont bien tenté d'améliorer la prise en charge de l'une ou l'autre des maladies chroniques; on peut citer comme exemple la filière vaudoise Diabaide devenue [programme cantonal](#).

Malheureusement, les études montrent que de 60 à 90% des patients âgés de plus de 70 ans suivis par des médecins

généralistes souffrent en fait de [plusieurs maladies chroniques](#). Or, les guides pratiques destinés aux patients se fondent sur des études excluant le cas des patients polymorbides. Pour la prise en charge de ces derniers, il n'existe donc pas vraiment de bases scientifiques. En pratique, il s'avère souvent impossible d'appliquer simultanément toutes les règles concernant toutes les maladies dont souffrent ces patients, soit parce que leurs effets sont contradictoires, soit parce qu'elles impliquent la prise de beaucoup trop de médicaments.

Dans ces conditions, il reste une seule façon de procéder pour mettre en place un plan de soins: faire des compromis. Tous les professionnels

concernés doivent évidemment partager les solutions thérapeutiques préconisées non seulement entre eux, mais également avec les patients et leur famille. Cette nécessité explique probablement les difficultés des programmes verticaux de gestion des maladies, conduits parallèlement en «*silos*» étanches.

Pour des soins coordonnés

Les patients – en particulier les plus âgés – atteints de plusieurs maladies nécessitent une prise en charge coordonnée, comme le souligne à juste titre l'Office fédéral de la santé publique ([OFSP](#)): «*Les soins coordonnés sont définis comme l'ensemble des processus visant à améliorer la*

qualité des soins prodigués aux patients dans toute la chaîne de traitement. Les aspects pertinents de la prévention doivent également être pris en compte. Le patient figure au premier plan: la coordination et l'intégration s'appliquent tout au long du traitement et du suivi.»

Mais ce principe, tel qu'énoncé par l'administration, se heurte dans la pratique à l'organisation de notre système de santé et aux conditions de financement. En effet, les prestations de coordination ne sont accordées que pour les cas de [décompensations aiguës](#). Mais comment prévenir les décompensations en l'absence de coordination?

Les patients polymorbides ont généralement construit au fil des années une relation avec un médecin traitant. S'il souhaite intervenir pendant une hospitalisation, ce médecin aura souvent de la difficulté à faire entendre son point de vue et, de toute manière il n'aura pas le droit de facturer son intervention. En effet, le financement hospitalier exclut de pouvoir payer des consultations ambulatoires.

Le système des soins à domicile (spitex) a une double source de financement: les subventions cantonales et les facturations selon un tarif à l'acte. Le contact avec les patients est minuté et découpé en prestations tarifées. Le spitex se définit d'ailleurs comme un prestataire de services à des clients. Où l'on voit combien la réglementation du financement

demeure en retard sur la réalité, sur deux points importants au moins: seuls sont pris en compte les cas de décompensation et les moyens médicotechniques, ce qui revient à découper le patient en prestations au lieu de considérer l'ensemble de la personne.

Cette surmédicalisation technique pose en soi un problème. En effet, il est clairement établi que la solitude et l'isolement entraînent le déconditionnement, la désorientation et la dénutrition, avec pour effets la dépendance et les hospitalisations. L'organisation mise en place, fondée sur une stricte séparation entre médicotechnique et social, a de graves conséquences.

Malheureusement, notre système de santé reste concentré sur la gestion des maladies aiguës. La prise en charge interprofessionnelle des malades polymorbides s'avère compliquée par une organisation fondée sur les institutions et sur les professions impliquées - et non sur les circonstances de la vie des patients. Le manque de communication entre les «silos» est responsable par exemple de l'arrivée en urgence le samedi soir des «soins impossibles à domicile».

Il s'agit de patients qui n'ont pas de problème de santé nécessitant une hospitalisation, mais qui ne peuvent plus rester à domicile. Dans la plupart des cas, ces hospitalisations

momentanées pourraient être évitées par une meilleure collaboration entre les soignants. Au lieu de cela, l'étanchéité des silos provoque de fréquentes ruptures de soins, toujours néfastes pour les patients. Mais comment éviter ces à-coups?

Pour des équipes de soins interprofessionnelles

Les patients polymorbides sont très souvent des patients complexes, avec des problèmes sociaux, financiers, psychologiques. Idéalement, il faudrait donc construire une équipe de soins interprofessionnelle - et non pas interinstitutionnelle - qui soit capable de partager des compromis au sein de l'équipe, avec le patient et avec sa famille. L'[association Prism](#) à Genève soutient un projet qui a pour but de faciliter la communication entre les médecins et les soignants par des réunions de coordination, avec le soutien du dossier médical informatisé. C'est un projet ambitieux, qui reste toutefois dépendant des structures de financement habituelles et de l'organisation en silos.

Il existe aux Pays-Bas une organisation spitex qui s'est développée selon un [autre modèle](#). Des infirmiers se sont regroupés pour assurer une prise en charge globale d'une population limitée en nombre. Les soignants prennent le temps de discuter avec le patient et avec sa famille. Les demandes d'aide pour des repas ou du nettoyage donnent

l'occasion d'établir un contact social et de détecter d'éventuels besoins. Ainsi, le social fait partie des soins.

La composition de cette équipe est stable pour bien connaître les patients, mobile pour intervenir à domicile et disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour gérer les décompensations en dehors des

heures ouvrables. Elle se réunit fréquemment avec les patients et leur famille pour adapter son action. Cette organisation a progressivement remplacé les spitex habituels, en faisant la démonstration probante d'un effet doublement positif: une amélioration de la qualité de vie des patients et une diminution des coûts.

La prise en charge des patients complexes nécessite un changement de paradigme et une modification de l'organisation de notre système de santé, aussi bien en matière de financement qu'au niveau des institutions. Il est certain qu'on pourra ainsi améliorer la qualité de vie de ces patients tout en limitant les coûts de leur prise en charge.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Prévoyance vieillesse 2020: l'occasion manquée

Coup de projecteur sur les élites suisses

<http://www.unil.ch/obelis/home/menuinst/the-observatory.html>

<https://www.letemps.ch/suisse/2016/12/11/profession-observateur-elites-suisses>

<https://www.nzz.ch/schweiz/wirtschaft-und-politik-schweizer-eliten-driften-auseinander-ld.1303475>

<https://archive-ouverte.unige.ch/unige:94927>

<https://www.domainepublic.ch/articles/31040>

<https://www.parlament.ch/centers/documents/de/interessen-nr.pdf>

<https://www.parlament.ch/centers/documents/de/zutrittsberechtigte-nr.pdf>

<https://www.industrie-techno.com/salon-de-l-agriculture-dix-technologies-de-l-agriculture-4-0.42828>

«Dieselgate»: la dérobade fédérale

<https://www.ate.ch/politique/campagnes-actuelles/tromperie-demission/petition/>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173570>

http://www.lemonde.fr/automobile/article/2017/09/11/ce-que-represente-l-industrie-automobile-en-allemande-en-dix-chiffres_5184129_1654940.html

<https://www.frc.ch/dossiers/toutes-les-informations-concernant-le-scandale-vw/>

<http://www.linternaute.com/auto/magazine/1261939-scandale-volkswagen-audi-aussi-accuse-comment-fonctionne-le-rappel-liste-des-modeles-volkswagen-audi-seat-skoda/#origine>

http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/09/08/dieselgate-psa-et-sa-strategie-globale-visant-a-fabriquer-des-moteurs-frauduleux_5182716_3234.html?xtmc=dieselgate&xtcr=3

La liberté économique contre les droits humains

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Glencore>

<http://www.vitol.com/>

https://en.wikipedia.org/wiki/Marc_Rich

https://www.publiceye.ch/fr/shop/product/swiss_trading_sa/

<http://publiceyeawards.ch/fr/case/glencore/>

<https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/46598.pdf>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis462.html>

<https://www.ejpd.admin.ch/dam/data/bj/wirtschaft/gesetzgebung/konzernverantwortungsinitiative/bot-f.pdf>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-68134.html>

Patients complexes et approche globale

<https://www.domainepublic.ch/articles/32044>

<https://www.domainepublic.ch/articles/32106>

http://www.philippe-schaller.ch/pdf/publication_3.pdf

<http://www.vd.ch/themes/sante/lutte-contre-les-maladies/diabete/>

<http://www.annfammed.org/content/10/2/142.full.pdf+html>

https://www.bag.admin.ch/dam/bag/fr/dokumente/nat-gesundheitspolitik/koordinierte_versorgung/patiente_ngruppen_schnittstellen/betagte_multimorbide_menschen/koordinierte_versorgung_situationsanalyse.pdf.download.pdf/Soins_coordonnes_analyse_situation.pdf

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19950275/index.html>

<http://www.prism-ge.ch/fr/>

<http://www.buurtzorgusa.org/about-us/>